[](https://www.kla.tv/14871)

Le lobby de la téléphonie mobile fait l'objet d'un procès aux USA et personne n'en parle !

**Depuis 2001 aux USA, l'industrie de la téléphonie mobile se tient devant la Cour Suprême pour des dommages à la santé. Bien que cela concerne également l'Allemagne et la Suisse, le citoyen n'en apprend rien...**

Le lobby de la téléphonie mobile fait l'objet d'un procès aux USA et personne n'en parle !  
  
Depuis quelque temps déjà, de plus en plus de voix s'élèvent pour mettre en garde contre l'utilisation des téléphones portables et les dommages pour la santé causés par les rayonnements électromagnétiques des portables et des antennes de téléphonie mobile. Toutefois, on sait peu de choses sur le fait que depuis 2001 aux États-Unis, l'industrie de la téléphonie mobile est en procès pour ces atteintes à la santé causées par le rayonnement de téléphonie mobile. Mais les médias n'en parlent en aucune façon !  
Comment en est-on arrivé à ce que l'industrie de la téléphonie mobile aux États-Unis soit traduite en justice ?   
Tout a commencé avec le scientifique américain George Carlo, qui a été mandaté dans les années 1990 par l'association de l'industrie de la téléphonie mobile américaine CTIA, pour prouver au monde que le rayonnement de la téléphonie mobile ne présentait aucun danger pour la santé. Le Dr Carlo a évalué plus de 50 études différentes pendant plus de sept ans et en est arrivé à la conclusion suivante :   
  
« Nous avons des indications pertinentes que l'utilisation du téléphone portable n'est pas sûre. »   
  
Déjà à l'époque, les chercheurs de l'équipe du Dr Carlo avaient identifié dans les cellules des dommages génétiques qui pouvaient mener au cancer, dommages causés par le rayonnement des portables. Contre la volonté de l'industrie de la téléphonie mobile, le Dr Carlo avait rendu ses résultats publics et il a dû payer chèrement cela. Sa réputation de scientifique a été discréditée, les fonds de recherche ont été suspendus, sa maison a brûlé et on a traîné sa vie privée dans la boue. Le Dr Carlo parle de ses expériences dans un livre intitulé « Téléphones portables : les dangers invisibles à l'ère du sans-fil – Les découvertes alarmantes d'un spécialiste à propos du cancer et des dommages génétiques ».   
  
Grâce à ses résultats de recherche sans équivoque, le Dr Carlo, avec d'autres scientifiques, soutient depuis de nombreuses années trois petits cabinets d'avocats qui se battent depuis 2001 aux Etats-Unis, comme « David contre Goliath ». Le journaliste Benjamin Seiler écrit :  
« Les cabinets d'avocats représentent les plaignants qui prétendent avoir développé une tumeur au cerveau en téléphonant avec un portable. Au côté de l'association de l’industrie CTIA, il y a quarante excellents cabinets d'avocats qui n'ont pas pu empêcher le procès d’aller devant la Cour suprême. En 2011, en dernière instance, les juges ont renvoyé l'affaire devant la Chambre civile de la Cour supérieure de Washington DC. »  
  
Les avocats de l'industrie n'ont pas non plus ménagé leurs efforts devant la Chambre civile de la Cour supérieure de Washington DC pour neutraliser l’accusation, mais le 14 juillet 2011 le juge Frederik Weisberg a décidé que l'ensemble de l’association devait être sur le banc des accusés ! Le 8 août 2014, le juge Weisberg a conclu, je cite :   
  
« Il est plus probable que l’utilisation d’un portable puisse causer le cancer qu’il est probable qu’il ne le cause pas. »   
  
Il a ordonné que des scientifiques critiques soient autorisés lors des procès individuels concernant des tumeurs cérébrales et que chaque cas individuel devait être porté devant un tribunal avec un jury. Le journaliste et écrivain Klaus Scheidsteger en parle en détail dans son livre et son film documentaire « Thank you for calling ».   
  
Depuis lors, cependant, le silence règne sur les procès en cours et sur les demandes de dommages et intérêts des patients souffrant de tumeurs cérébrales. Les tribunaux américains ne concluent pas les procès, bien que, selon le juge Weisberg de la Cour suprême de Washington DC, l’ensemble de l'association de l'industrie ait sa place sur le banc des accusés et que le Dr Carlo ait prouvé que l'utilisation du téléphone portable n'est pas sûre ! Ce fait soulève la question urgente et très importante de savoir quelles forces sont à l'œuvre ici et ce qui est arrivé au juge Weisberg !  
  
Un reportage révélateur de l'hebdomadaire américain « The Nation », publié le 29 mars 2018, fait la lumière sur ce brouillard apparemment impénétrable. Les raisons en sont, entre autres, les suivantes, je cite : « L'industrie de la téléphonie mobile bénéficie d'autorités gouvernementales qui accordent plus d'importance aux intérêts économiques qu'à la santé publique, et d'une presse qui n'informe pas le public de ce que le monde scientifique pense réellement. »  
Le reportage montre également que l'industrie de la téléphonie mobile utilise les mêmes stratégies de relations publiques que les industries du tabac et du pétrole.   
Tout comme l'industrie du tabac connaît la nocivité de la nicotine, l'industrie de la téléphonie mobile sait depuis le début que les rayonnements de téléphonie mobile sont nocifs pour la santé. Mais parce que ce résultat serait une faillite financière pour l'industrie de la téléphonie mobile, elle finance de nouvelles études réalisées par des scientifiques qu'elle paie, pour remettre en question les études indépendantes. Cela permet à l'industrie de profiter d’une dispute scientifique sur la nocivité du rayonnement de la téléphonie mobile et la population reste dans l’incertitude.  
En outre, il faut garder à l'esprit que cette approche remet en cause le principe de précaution, qui stipule que la technologie de la téléphonie mobile ne peut être introduite que lorsque son innocuité a été démontrée de manière certaine.  
Mais non seulement aux Etats-Unis, mais aussi en Suisse et en Allemagne, il est plus important de veiller sur les intérêts économiques de l'industrie de la téléphonie mobile que sur la santé des citoyens. L'émission en allemand du 26 juin intitulée « Malgré les moratoires 5G, aucune enquête fédérale indépendante n'est attendue » en parle plus en détail.  
Néanmoins, selon le journaliste Benjamin Seiler, ce n'est qu'une question de temps avant que les vrais coupables ne soient appelés à payer pour leur manque de conscience. La sensibilisation du public et la pression des citoyens sur la politique et la justice vont accélérer ce processus de guérison.

**de Claudia H./ ch**

**Sources:**

„Mobilfunklobby vor Gericht“, Artikel von Benjamin Seiler, aus Zeitenschriften.com, Ausgabe 94/2018  
<http://www.ty4c.com/>  
<https://www.wuv.de/digital/weltweite_smartphone_verbreitung_steigt_2018_auf_66_prozent>  
<https://www.amazon.com/Cell-Phones-Invisible-Wireless-Discoveries/dp/078670960X>

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

#5G-TelephonieMobile - Téléphonie mobile - [www.kla.tv/5G-TelephonieMobile](https://www.kla.tv/5G-TelephonieMobile)

[](https://www.kla.tv/fr)**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**

* ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
* peu entendu, du peuple pour le peuple...
* des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](https://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter:** [**www.kla.tv/abo-fr**](https://www.kla.tv/abo-fr)

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd’hui en réseau en dehors d’internet!  
Cliquez ici:** [**www.kla.tv/vernetzung&lang=fr**](https://www.kla.tv/vernetzung&lang=fr)

*Licence: C:\Users\W\Downloads\ccby_transparent.png Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d’utiliser notre matériel avec l’attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte.  
Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n’est autorisé qu’avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.